

# Droits des Palestiniens d'Israël

vendredi 20 avril 2007, par [WARSCHAWSKI Michael](#) (Date de rédaction antérieure : 19 avril 2007).

**Le député arabe israélien Azmi Bishara est victime d'une campagne de presse sans preuves, l'accusant de « coopération avec l'ennemi ». Cette campagne vise à contrecarrer la volonté de la population arabe d'Israël de faire respecter ses droits démocratiques.**

De Jérusalem,

Depuis quelques jours, le député arabe israélien Azmi Bishara fait la « une » des journaux et des programmes radiotélévisés israéliens. Officiellement, on ne sait pourquoi et il faut lire la presse des pays arabes pour apprendre qu'il semble être dans le collimateur des services secrets israéliens. Ce sont donc les rumeurs qui alimentent les médias : le dirigeant nationaliste, qui se trouve actuellement à l'étranger, aurait décidé de ne plus revenir en Israël et il aurait envoyé une lettre de démission de son siège à la Knesset. L'hebdomadaire a-Sunara laisse entendre qu'une enquête serait ouverte sur ses nombreux voyages dans les pays arabes.

Contacté par ses proches, Azmi Bishara affirme qu'il n'a nullement l'intention de quitter son pays, mais qu'il a effectivement décidé de démissionner du Parlement afin de se consacrer à la recherche et à l'écriture. Azmi Bishara est un intellectuel talentueux et un militant nationaliste qui n'a jamais craint d'exprimer ses opinions, quitte à provoquer l'opinion publique locale. Il déteint donc dans le paysage médiocre de politiciens plus ou moins corrompus qui composent le Parlement israélien.

Derrière Azmi Bishara, c'est l'ensemble de la population palestinienne qui est visée. Il y a trois semaines, le quotidien Maariv publiait une interview du chef des services de renseignements israéliens affirmant que « les Arabes israéliens étaient un danger stratégique pour Israël ». Elle faisait suite à la publication, à peu près au même moment, par divers centres de recherche et institutions politiques arabes, de quatre documents sur la place revendiquée par la population arabe d'Israël dans la société israélienne. Il s'agit d'analyses rigoureuses des discriminations structurelles dont sont victimes les citoyens arabes d'Israël et d'une série de propositions visant à leur donner la place à laquelle ils ont droit dans un pays qui se présente comme la « seule démocratie du Moyen-Orient ». Un texte, présenté par le centre Adala, proche du Rassemblement national démocratique dirigé par Bishara, n'hésite pas à revendiquer une autonomie assez large pour la minorité non juive d'Israël. L'apparition simultanée de ces documents montre que la population arabe d'Israël et ses représentants politiques et associatifs refusent d'être intimidés par une campagne qui vise à abolir les nombreux acquis gagnés au cours du dernier quart de siècle, dans des luttes parfois sanglantes, et qu'ils exigent d'inscrire leurs droits dans ce qui apparaît comme un bouleversement constitutionnel.

Cette bataille est loin d'être gagnée. Le pouvoir sioniste a fait le choix de la contre-réforme et de ce que de nombreux politiques palestiniens appellent le « retour aux sombres années de nos parents », c'est-à-dire à une situation où la population arabe d'Israël était soumise non seulement à la discrimination mais à une répression généralisée, dans le cadre d'un contrôle militaire (« le gouvernement militaire ») strict.

Azmi Bishara représente la volonté de la population palestinienne de faire valoir ses droits. C'est pour cette raison qu'il est l'objet d'une attaque en règle, qui doit servir d'exemple à l'ensemble des partis politiques et mouvements associatifs palestiniens. C'est aussi la raison pour laquelle il doit être inconditionnellement soutenu, au-delà de ses choix politiques personnels. Ceux qui pensent - en particulier le Parti communiste israélien - qu'en isolant Azmi Bishara et en lui refusant leur solidarité, ils arriveront à se sauver, se trompent gravement. Comme l'histoire l'a trop souvent confirmé, une défaite dans le combat pour faire respecter les droits démocratiques d'Azmi Bishara sera un feu vert pour une vague répressive plus sévère encore, qui n'épargnera aucun courant politique représentatif des Palestiniens d'Israël.

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2202 du 19 avril 2007.